



Prions pour les chrétiens du Congo-RDC

Au cœur de l'Afrique, en République Démocratique du Congo (RDC. Capitale : Kinshasa), dans un contexte de crise multiforme et d'insécurité grandissante, l'épiscopat congolais condamne les violences et appelle le peuple à la responsabilité citoyenne. En France, et en particulier dans le diocèse de Vannes où une douzaine de prêtres *Fidei donum* de la RDC œuvre au service des paroisses, de multiples initiatives témoignent du soutien des chrétiens du Morbihan à leurs frères congolais.

« Rien n'évolue au pays, plutôt tout régresse... Ceux qui ont connu le Zaïre peuvent désirer qu'on revienne en arrière », déplore le père Crispin Ndjibu Shabana, curé-doyen de Mauron-La Trinité. Alors qu'il vient d'apprendre la nomination, par le pape François, de Monseigneur Fridolin Ambongo, nouvel archevêque coadjuteur de Kinshasa, le père Crispin a souhaité donner quelques repères historiques pour décrypter la crise politique, sociale, institutionnelle et économique qui sévit en RDC. « Après le décès de Laurent-Désiré Kabila, tué à bout portant dans son palais en 2001, c'est le commandant des forces armées, Joseph Kabila son fils adoptif qui est devenu président. Il était censé organiser la politique de manière à faire advenir la démocratie ». Mais depuis, les irrégularités démocratiques n'ont cessé de se multiplier. Après son élection contestée en 2011 et au terme de son mandat de cinq ans, le président Joseph Kabila devait quitter le pouvoir en décembre 2016 (ne pouvant briguer un troisième mandat, conformément à la constitution congolaise). Le 31 décembre 2016, afin d'éviter un chaos sociopolitique, l'Accord de la Saint-Sylvestre diffère les élections à la fin 2017. Au terme de cette échéance et alors que rien ne laisse poindre la tenue d'un nouveau scrutin ni le retrait de Joseph Kabila, une première marche pacifique

est organisée par le Comité laïc de coordination, le 31 décembre 2017. Cette première marche et celle du 21 janvier dernier ont été réprimées dans le sang, causant plus d'une douzaine de morts et des centaines de blessés.

Bien commun et développement

Fidèle à la doctrine sociale de l'Église et considérant les atteintes aux droits fondamentaux de la population, le clergé congolais s'engage résolument en vue du bien commun et de l'avènement d'un État de droit en RDC.

À l'issue de son assemblée plénière extraordinaire qui s'est tenue à Kinshasa du 15 au 17 février, la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a rappelé que « corps du Christ, l'Église n'est inféodée à aucune organisation politique. Sa seule préoccupation, c'est de contribuer au bien-être du Peuple congolais tout entier, à la sauvegarde et à la promotion de la dignité de la personne humaine, au respect de la vie, des libertés et des droits fondamentaux (cf. *Gaudium et Spes*, n. 76 §2). »

Face à l'escalade des menaces qui pèsent sur les fidèles et le clergé (tabernacles profanés, églises encerclées, gaz lacrymogène ...), les évêques s'interrogent : « Pourquoi tant de morts, de blessés, d'arrestations, d'enlèvements,

d'attaques des paroisses et des communautés ecclésiastiques, d'humiliations, de tortures, d'intimidations, de profanations des églises, d'interdictions de prier ? Quels crimes ont-ils commis, ces chrétiens et citoyens congolais qui, pacifiquement, réclamaient l'application intégrale de l'Accord du 31 décembre 2016 ? ».

Au Congo, les commissions diocésaines *Justice et paix* diffusent la doctrine sociale de l'Église. « Elles enseignent ce qu'un chrétien doit vivre et les combats qu'il doit mener au nom de sa foi pour un monde plus juste (...) C'est donc au nom de leur baptême, au nom de l'Évangile, que les chrétiens catholiques se lèvent ; ils réclament la justice et une alternance politique », développe le Père Crispin.

Dans les dix prochains mois, les évêques congolais en appellent à la vigilance quant au bon déroulement du processus électoral et exhortent les Congolais à la prière, pour un apaisement de la situation.

« Nous en appelons, une fois de plus, à la responsabilité des personnes et des institutions chargées de la préparation et de l'organisation des élections (le 23 décembre 2018) pour l'intérêt supérieur de la Nation », recommande l'épiscopat congolais. Le Père Crispin appelle tous les chrétiens à soutenir et à prier pour le Congo.

Valérie Roger